AVSF
AGRONOMES & VÉTÉRINAIRES SANS FRONTIÈRES

le journal des donateurs d'avsf

habbanae

POUR QUE LES FEMMES ET LES HOMMES VIVENT DE LA TERRE DURABLEMENT

H162 - NOVEMBRE 2026

WWW.AVSF.ORG

ENSEMBLE, FAIRE VIVRE LA SOLIDARITÉ



Femmes paysannes accompagnées dans le cadre du projet Ngalu Rewbé, au Sénégal

| La parole à | **SERGE MOROHAVANA | REPRÉSENTANT DE LA COOPÉRATIVE FANOHANA, À MADAGASCAR**

| En action | **PÉROU-GUATEMALA | DES SAVOIRS QUI VOYAGENT, DES MARCHÉS PAYSANS QUI SE RENFORCENT**

AFRIQUE DE L'OUEST | FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES COMMUNAUTÉS PASTORALES

ÉQUATEUR | LES COMMUNAUTÉS AUX COMMANDES DE LEUR AVENIR

| Nos convictions | **LA SOLIDARITÉ N'EST PAS UNE DÉPENSE MAIS UN INVESTISSEMENT POUR NOTRE AVENIR COMMUN**



édito par Hugues Vernier

Chères lectrices, chers lecteurs,

Vous le savez, notre association évolue aujourd'hui dans un contexte où l'aide internationale est de plus en plus questionnée, voire dénoncée, tandis que les coupes dans les budgets des États, en particulier pour l'aide au développement, menacent la pérennité de nos actions. Avec ce numéro, nous tenons à réaffirmer non seulement le caractère essentiel de la solidarité entre les peuples, mais aussi vous partager notre vision de la solidarité chez AVSF et la manière dont nous la mettons en œuvre.

À travers ces articles, nous vous proposons une dose d'espoir en vous emmenant à la rencontre de celles et ceux qui font vivre cette solidarité au quotidien : des communautés paysannes qui expérimentent, innovent, s'organisent et échangent entre elles. Car pour AVSF, la solidarité se construit à partir des réalités, des savoirs et des initiatives locales. Elle constitue un levier essentiel d'autonomie, d'émancipation et de renforcement du pouvoir d'agir des communautés paysannes.

Une solidarité plus que jamais fragilisée mais indispensable pour faire face ensemble aux crises sociales, économiques, sanitaires et environnementales qui traversent le monde et nous impactent tous et toutes.

Bonne lecture !



Illustration, Claire Robert

| Ce qui bouge |

AVSF au Salon du Chocolat

Comme chaque année, AVSF était présente au Salon du Chocolat. Aux côtés d'ETHIQUABLE, elle a organisé une après-midi de tables rondes sur deux défis de taille de la filière cacao : le prix et le climat. Producteurs, coopératives, institutions et acteurs du secteur ont échangé sur le cours du cacao, stabilisé après deux années de flambée historique, et sur les perspectives d'un cacao neutre en carbone et résilient aux changements climatiques. Cette édition a également mis à l'honneur les cacaos fins et aromatiques d'Amérique latine, avec une remise symbolique des prix du concours latino-américain organisé par l'organisation paysanne régionale ALCACAO, qui distingue des organisations de producteurs et valorise le travail mené pour améliorer la qualité des cacaos.

Face à El Niño, les populations paysannes payent le plus lourd tribut

Né du réchauffement des eaux du Pacifique équatorial, El Niño est un phénomène climatique récurrent aux répercussions mondiales. Son retour cet été a déjà frappé l'Amérique latine, entre sécheresse, inondations et tempêtes. Au Guatemala, plus de 236 000 familles rurales sont touchées. Dans le département de Totonicapán, les 252 familles accompagnées par AVSF ont vu leurs récoltes de maïs, de haricots et de fèves en grande partie détruites. Une situation qui réduit fortement leurs réserves alimentaires et leurs revenus, d'autant qu'aucun soutien public n'est encore parvenu aux communautés les plus touchées.

"Au Nord Niger, lorsqu'un éleveur Peulh perd son troupeau, les autres éleveurs lui offrent chacun une génisse pleine, en échange de sa parole de restituer à chacun, trois ans plus tard, une génisse pleine issue de la même lignée : c'est l'Habbanae ou le prêt de l'amitié."

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées
PEFC 10-31-1631
www.pefc-france.org

IMPRIM'VERT®

REJOIGNEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



| La parole à ... |

Serge Morohavana

Représentant de la coopérative Fanohana, à Madagascar

Depuis près de vingt ans, AVSF accompagne la coopérative Fanohana, à Madagascar. Aujourd'hui, elle rassemble 457 producteurs et productrices dans les régions Analanjirofo et Atsinanana. Fruits, épices, huiles essentielles : la coopérative produit, transforme et commercialise de nombreux produits, dont plusieurs sont certifiés biologiques et commerce équitable. Mais surtout, Fanohana est aujourd'hui une organisation capable de décider et d'agir par elle-même.

Que représente Fanohana aujourd'hui pour les producteurs et productrices qui en sont membres ?

Fanohana représente avant tout un cadre de travail collectif qui permet de mieux valoriser les productions, d'accéder aux marchés et aux intrants agricoles. La coopérative renforce également le pouvoir de négociation des producteurs et productrices, la solidarité entre les membres et leur capacité à développer durablement leurs activités.

Fanohana travaille avec AVSF depuis près de vingt ans. Qu'est-ce qui a le plus changé depuis le début de cette collaboration ?

Depuis le début de notre collaboration avec AVSF, notre coopérative a connu plusieurs évolutions importantes. Nous sommes notamment passés d'une production conventionnelle à une production biologique et nous avons diversifié nos filières. Cela permet aux producteurs et productrices de mieux sécuriser et diversifier leurs sources de revenus. AVSF nous a également accompagnés dans le renforcement de notre organisation, dans notre fonctionnement interne, dans l'amélioration du respect des normes de qualité et dans la professionnalisation de nos pratiques. Cet accompagnement a contribué à renforcer les capacités de la coopérative, son autonomie et sa crédibilité auprès de ses partenaires et sur les marchés, tout cela au bénéfice des revenus des producteurs et d'une solidarité accrue.

Aujourd'hui, Fanohana est devenue une organisation autonome. Que signifie concrètement cette autonomie ?

Cela signifie que nous sommes capables de prendre et d'assumer nos propres décisions, conformément à nos statuts et à notre règlement intérieur. Même si certaines décisions nécessitent la consultation ou la validation du Conseil d'administration ou de l'Assemblée générale, ce fonctionnement garantit qu'elles sont prises dans l'intérêt collectif et impliquent la responsabilité de l'ensemble des membres. Cette autonomie nous permet aussi de prendre des décisions stratégiques en fonction des opportunités et des besoins de nos membres. Par exemple, nous avons décidé d'étendre la culture du gingembre dans la région Analanjirofo et de nous positionner sur la filière cacao. Nous sommes également capables de négocier et de signer directement des contrats commerciaux avec nos partenaires.

Selon vous, qu'est-ce qui est important lorsqu'une organisation comme AVSF accompagne une organisation paysanne ? Et qu'est-ce qui permet, à terme, de ne plus avoir besoin de cet accompagnement ?

Il est important que l'accompagnement repose d'abord sur le renforcement des capacités, notamment grâce à des formations pratiques, qui, dans notre cas, nous ont permis d'améliorer le fonctionnement quotidien de la coopérative et de franchir de nouvelles étapes. Un appui financier ciblé a également été déterminant pour investir dans des infrastructures nécessaires au développement des activités de la coopérative, pour le séchage, la transformation, le stockage de nos productions. Enfin, AVSF nous a facilité le contact avec de nouveaux clients sur les marchés des épices ou des fruits par exemple. Fanohana peut aujourd'hui fonctionner de manière autonome grâce au renforcement de ses compétences et de son organisation, à l'accroissement de ses revenus propres et à la diversification de ses filières. **Notre capacité à gérer directement nos activités commerciales, nos certifications, nos investissements et nos partenariats nous permet de prendre nos propres décisions et de poursuivre notre développement sans dépendre de l'appui d'AVSF.**

PÉROU & GUATEMALA

| En action | Des savoirs qui voyagent, des marchés paysans qui se renforcent

La solidarité, cela commence peut-être par apprendre des uns et des autres. Comme au Guatemala, où des producteurs et productrices péruviens sont venus rencontrer leurs pairs pour partager leurs expériences des marchés paysans, leurs réussites, mais aussi leurs défis.



Marché paysan dans la région du VRAEM, au Pérou, mis en place avec le projet Mercados Campesinos

Les marchés paysans : piliers de l'économie locale

Au Guatemala comme au Pérou, de nombreuses familles paysannes et leurs organisations mettent en place des marchés qui leur permettent de vendre directement leurs produits, de se rapprocher des consommateurs et consommatrices en créant des circuits-courts au sein de leurs territoires.

« Le marché paysan nous a permis de faire connaître nos légumes agroécologiques et de disposer d'une source de revenus pour notre famille, tout en proposant des produits de meilleure qualité aux consommateurs », témoigne Juana Rosales Tzoc, membre de l'association de producteurs « Les Semeurs », accompagnée par AVSF. *« Toutefois, le défi aujourd'hui consiste à faire en sorte que les acheteurs paient des prix justes, car ils cherchent généralement à acheter le moins cher possible, et à accéder également aux magasins et aux restaurants ».*

C'est justement pour échanger entre pairs autour de défis communs qu'a été organisé le Forum « Marchés paysans, contributions au développement économique local au Guatemala », du 26 au 28 août, à Totonicapán. Des organisations paysannes et autochtones y ont accueilli une délégation de producteurs péruviens. Pendant trois jours, tables rondes, témoignages, dégustations, échanges entre pairs et visite d'un marché paysan ont permis de faire circuler les expériences d'un territoire à l'autre.

Des enjeux politiques et sociaux

Autre défi de taille pour les organisations paysannes : faire reconnaître et soutenir ces marchés par les collectivités locales. C'est notamment ce qui a attiré l'attention de Yanina Viviana Loayza Romero, vice-présidente de l'Association des producteurs écologiques de la Vallée del Chillón (APEVCH), au Pérou. Venue partager son expérience, elle souhaitait aussi découvrir les initiatives développées par les organisations guatémaltèques.

« Ce qui m'a le plus interpellée lors du Forum, c'est le travail articulé avec les gouvernements locaux et la manière dont ils s'organisent en tant qu'association de producteurs pour agir sur la commercialisation. »

Pour Yanina, les échanges ont aussi été l'occasion de présenter son propre parcours. Productrice engagée dans la transition de l'agriculture conventionnelle vers l'agroécologie, elle a diversifié sa production et développé la commercialisation directe auprès des consommateurs et consommatrices.

« J'ai aimé partager mon expérience, le travail que je réalise dans l'agriculture et ma persévérance malgré les difficultés que l'on peut rencontrer en chemin, et rendre visible la place des femmes paysannes. »

S'adapter à chaque territoire

Au fil des rencontres, les producteurs péruviens ont pu découvrir différentes actions mises en place au Guatemala : transformation des aliments, certification participative, organisation collective ou encore mobilisation des pouvoirs publics en faveur des marchés paysans.

L'objectif n'était pas de reproduire à l'identique une expérience développée dans un autre pays. Chaque territoire a son histoire, ses ressources et ses contraintes. L'enjeu était plutôt de repartir avec des idées, des pistes et des solutions que chacun pourra adapter à sa propre réalité.

En favorisant ces rencontres entre pairs, AVSF ne transmet donc pas de solution toute faite. Elle crée des espaces où les savoirs et les expériences peuvent circuler, où chacun peut apprendre de l'autre et où de nouvelles idées peuvent naître. Une solidarité qui se construit dans les deux sens, en s'appuyant sur les savoirs et les initiatives de celles et ceux qui la font vivre.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet Mercados Campesinos (Marchés paysans), mis en œuvre par AVSF au Pérou, qui accompagne 500 producteurs et productrices afin de renforcer leurs stratégies de production et de commercialisation.



AFRIQUE DE L'OUEST

| En action | Faire entendre la voix des communautés pastorales

Du 30 juin au 2 juillet 2026, une vingtaine d'organisations pastorales d'Afrique de l'Ouest et du Centre se sont réunies à Abidjan pour construire une position commune sur l'avenir du pastoralisme. Avec le soutien d'AVSF, elles ont élaboré une déclaration pour porter leurs revendications jusqu'à Oulan-Bator en Mongolie, où s'est tenue en août dernier la 17ème conférence des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Construire une position commune

Le pastoralisme fait vivre plus de 80 millions de femmes, d'hommes et de jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il contribue à la sécurité alimentaire des communautés, aux économies rurales, à la gestion des ressources naturelles et à la cohésion des territoires. Mais les communautés pastorales font face à des défis croissants : effets du changement climatique, insécurité, pression foncière...

Face à ces défis qui se multiplient, des organisations pastorales de neuf pays de la région se sont retrouvées à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour définir leurs priorités pour l'avenir du pastoralisme[1]. Leurs échanges ont abouti à la Déclaration d'Abidjan, qui formule 60 engagements et recommandations.

Les 3 grandes priorités de la Déclaration d'Abidjan :

- **Protéger les territoires et les droits des pasteurs :** sécuriser les espaces pastoraux, les couloirs de transhumance et l'accès aux ressources naturelles.
- **Faire entendre la voix des communautés pastorales :** renforcer les organisations pastorales et leur place dans le dialogue avec les pouvoirs publics, en associant les femmes et les jeunes.
- **Mieux soutenir le pastoralisme :** renforcer les investissements et les politiques publiques en faveur d'un pastoralisme durable, résilient et qui contribue à la stabilité des territoires.

Créer les conditions pour que les communautés pastorales puissent prendre part aux décisions qui les concernent

Depuis près de cinquante ans, AVSF met en pratique une même manière d'agir : faire avec, et non à la place de. Il s'agit de permettre aux organisations paysannes et pastorales de définir elles-mêmes leurs revendications et de les porter collectivement.

À Abidjan, AVSF a soutenu l'organisation de la rencontre et a contribué à son financement. Comme le rapporte Carline Mainenti, responsable plaidoyer chez AVSF : *« Notre rôle était de mettre notre expertise et nos moyens au service des organisations pastorales, sans se substituer à leur parole. Ce sont elles qui ont défini les priorités à porter et construit ensemble une position commune ».*

D'Abidjan à Oulan-Bator

La mobilisation s'est poursuivie en août, en Mongolie. En amont de la COP17 sur la désertification, AVSF a organisé l'une des caravanes de pasteurs, à Bayankhongor : un moment de rencontres entre des éleveurs et éleveuses venus de plusieurs régions du monde. Pendant plusieurs jours, les pasteurs ont pu confronter leurs expériences, leurs réalités et leurs revendications.

À Oulan-Bator, les participants ont ensuite co-construit une nouvelle prise de position internationale : la Déclaration d'Oulan-Bator, qui rassemble leurs principales revendications. Plusieurs priorités portées par la Déclaration d'Abidjan ont ainsi été reprises.

Dès l'ouverture de la COP17, la Déclaration d'Oulan-Bator a été citée en séance plénière par le Président de la Mongolie et la Secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. Mais plusieurs sujets essentiels restent encore à défendre dans les prochaines négociations, notamment concernant les droits des pasteurs et leur représentation dans les espaces de négociation.

D'Abidjan à Oulan-Bator, cette mobilisation illustre une solidarité qui consiste à créer les conditions pour que chacun et chacune puisse faire entendre sa voix et défendre ses droits. C'est tout le sens de l'engagement d'AVSF : mettre ses moyens et son expertise au service des dynamiques locales pour construire des solutions qui puissent être portées par les premiers concernés.

[1] Parmi elles, le Réseau Billital Maroobé (RBM), le ROPPA, l'APESS, le WAMIP et le Réseau des Peuples Pasteurs du Sahel et de l'Afrique (RPPS-A).



Rassemblement des pasteurs et des agropasteurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre, à Abidjan, en Côte d'Ivoire

ÉQUATEUR

| En action | Les communautés aux commandes de leur avenir

Partir des besoins, des aspirations et des savoirs des communautés : telle a été l'ambition du projet Nina Muyu, récemment achevé. Pendant deux ans, AVSF et son partenaire le Fonds équatorien Populorum Progressio (FEPP) ont accompagné près de 300 personnes des peuples Kichwa Kayambi et Karanki, en Équateur, afin de renforcer leur autonomie, leur organisation collective et leurs initiatives.



Pedro Pupiales et sa famille, dans leur champ, en Équateur

« L'objectif était que les personnes s'approprient chaque étape du projet afin d'en assurer la pérennité ». Cette phrase de Fernando Cevallos, coordinateur régional du FEPP, ne pourrait pas mieux résumer le principe fondateur du projet. À son démarrage, en 2024, les équipes d'AVSF et du FEPP ont dialogué avec les familles indigènes pour mieux connaître leurs besoins, leurs ressources, et leurs aspirations, afin de leur proposer l'accompagnement le plus adapté. *« Après deux ans, nous constatons des résultats très positifs, les personnes se sont senties pleinement actrices du projet »*, continue-t-il.

Réhabiliter les pratiques agricoles ancestrales

« Avec l'arrivée de l'agriculture conventionnelle, nous avons abandonné nos connaissances et maintenant il nous faut regarder en arrière », explique Pedro Pupiales, paysan Karanki.

Dans les paysages andins du nord de l'Équateur, de nombreuses familles partagent le même constat : l'usage croissant d'intrants chimiques appauvrit les sols, réduit la biodiversité et fragilise les écosystèmes. Face aux limites de ce modèle agricole, plusieurs communautés choisissent de renouer avec des pratiques traditionnelles.

Pour Pedro Pupiales, cette réflexion remonte à plusieurs années. Convaincu que la santé des sols est étroitement liée à celle des familles et des communautés, il a profité du projet Nina Muyu pour expérimenter la réintroduction de micro-organismes dans ses cultures. Au-delà des techniques apprises dans le cadre du projet, lui et son fils innovent et testent de nouvelles recettes sur des petites parties de parcelles. Deux ans plus tard, les résultats sont visibles : les rendements de l'orge augmentent, les graines sont plus grosses et les plants sont en meilleure santé. *« Nous sommes heureux d'avoir découvert de nouvelles techniques, de sortir de cette agriculture conventionnelle et aussi de nous rendre compte que, finalement, nos grands-parents pratiquaient déjà certaines de ces méthodes mais qu'elles s'étaient perdues avec le temps »*, conclut Pedro.

Grâce à des initiatives comme celle-ci, les communautés redonnent vie à des savoirs ancestraux tout en recherchant un équilibre entre les êtres humains, les animaux et leur environnement. Le projet constitue un point d'appui pour des démarches déjà portées localement. Comme le souligne Tupac Gutatemal, paysan Karanki, le projet Nina Muyu a permis de renforcer des pratiques et d'atteindre des objectifs que de nombreuses familles poursuivaient déjà.

Préserver les semences, préserver une identité locale

De son côté, Wiliam Pupiales, voisin de Tupac et de Pedro, a lui vu dans le projet Nina Muyu une occasion d'être accompagné sur un autre enjeu central : la préservation des semences locales. Ce sont elles qui permettent aux communautés de conserver la maîtrise de leurs ressources agricoles, de maintenir la diversité des cultures et de préserver des espèces locales parfois menacées par l'expansion de cultures plus standardisées. Comme le souligne William : *« Si nous récupérons ces espèces et variétés, nous récupérons également notre identité et notre sécurité alimentaire ».*

L'implication de Wiliam dans le projet ne s'arrête pas là. Il a participé à la création, juste en face de chez lui, d'une bio-fabrique communautaire. Opérationnelle depuis septembre, elle accueille les familles alentour pour se former à la fabrication d'intrants biologiques à partir de ressources locales, et échanger sur leurs pratiques.

Plus largement, le projet Nina Muyu a également soutenu plusieurs initiatives entrepreneuriales et d'éco-tourisme, avec un même fil conducteur : valoriser les savoirs et les initiatives déjà présentes sur le territoire pour renforcer une économie locale et circulaire. Ces initiatives montrent qu'accompagner, c'est avant tout partir de ce qui existe déjà et donner aux communautés les moyens d'aller plus loin.

Un livre en hommage à Jean-Jacques Boutrou

Jean-Jacques Boutrou a profondément marqué l'histoire d'AVSF. Directeur général de l'association de 1989 à 2011, il a consacré une grande partie de son parcours à la solidarité internationale et à l'accompagnement des organisations paysannes.

Dans *Cahier à spirales et BIC bleu*, Claude Roger, qui a lui-même présidé AVSF, revient sur la personnalité de Jean-Jacques Boutrou et sur certains épisodes de sa vie. Plus qu'une biographie, cet ouvrage se veut un livre de souvenirs, un témoignage d'estime et d'amitié.

Rendez-vous sur leseditionsdunet.com

1/3 d'entre vous nous soutient par prélèvement mensuel ou trimestriel. **Merci !**

Bulletin
d'abonnement et de soutien

☐ **Oui, je soutiens les actions d'AVSF et je fais un don :**

☐ **50€** ☐ **90€** ☐ **120€** ☐ .....**€**

Un don de 90€, vous reviendra à 30€ après réduction d'impôt. AVSF vous adressera un reçu fiscal vous permettant de déduire de vos impôts jusqu'à 66 % de votre don (dans la limite de 20% de votre revenu imposable). AVSF utilisera les fonds collectés pour ses missions prioritaires.

☐ **Si vous n'êtes pas donateur, vous pouvez vous abonner pour 12€ les 4 numéros.**

☐ **Je souhaite vous aider régulièrement. Merci de m'envoyer votre documentation sur le prélèvement automatique.**

☐ **Je souhaite recevoir sans engagement de ma part la brochure sur les legs et donations.**

☐ Mme ☐ M. ☐ M. & Mme ☐ Dr ☐ Autre : .....

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....
CP/Ville : .....
Tél. : .....
Adresse e-mail : .....
.....

☐ **Je souhaite désormais recevoir par voie électronique :**

☐ **Habbanae** ☐ **Reçu fiscal**

Conformément à l'article 39 de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, les informations demandées sont nécessaires au traitement de votre don par nos services. En vous adressant au siège d'AVSF, vous pouvez demander leur rectification ou leur suppression ou vous opposer à ce qu'elles soient échangées.



| Nos convictions | La solidarité n'est pas une dépense mais un investissement pour notre avenir commun

Pour AVSF, Frédéric Apollin, Directeur général délégué

Dans un monde confronté au dérèglement climatique, aux épidémies, à l'insécurité alimentaire, aux conflits et à la remise en cause de nombreux droits fondamentaux, le repli sur soi n'est pas une solution. Pourtant, les financements français consacrés à la solidarité internationale subissent aujourd'hui des coupes d'une ampleur sans précédent.



Paysanne accompagnée dans le cadre du projet FINCA, en Équateur

Des baisses de financements publics aux conséquences humaines désastreuses

En deux ans, ce sont ainsi près de 60 % des moyens consacrés à cette politique publique qui auront disparu. Cette situation est d'autant plus difficile à comprendre que la solidarité internationale ne représente en 2026 que 0,8 % des dépenses de l'État. Malgré ce poids budgétaire très limité, elle a déjà supporté 8 % des coupes décidées dans le précédent projet de loi de finances afin de contribuer à la nécessaire réduction du déficit public.

Ces chiffres pourraient sembler abstraits. Ils recouvrent pourtant une réalité très concrète. Selon la dernière enquête menée en juin 2026 avec Coordination SUD, 93 % des ONG sont aujourd'hui directement impactées par ces réductions budgétaires. Entre 2024 et 2026, plus de 1 700 projets ont été réduits ou annulés. Et plus de 17,5 millions de personnes dans le monde sont déjà affectées par la diminution ou l'arrêt de programmes soutenant l'accès à l'alimentation, à la santé, à l'eau, à l'éducation ou à la protection des droits fondamentaux.

Les conséquences touchent également les organisations elles-mêmes. Une ONG sur trois estime désormais que sa pérennité à court terme est fortement menacée. 16 000 postes ont déjà été supprimés entre 2024 et 2026.

Derrière ces chiffres, ce sont d'abord des femmes et des hommes, des communautés rurales, des organisations paysannes, des familles et des territoires qui perdent des moyens essentiels pour construire leur avenir.

La solidarité : des intérêts communs et une responsabilité collective

Pourtant, les défis auxquels nous sommes collectivement confrontés ignorent les frontières. Les conséquences du changement climatique, les pandémies, les crises alimentaires, l'instabilité politique ou les atteintes aux droits humains concernent l'ensemble de notre planète. Investir dans le développement et la solidarité internationale, c'est agir en amont des crises plutôt que d'en supporter demain des coûts humains, économiques et politiques bien plus élevés.

Et la solidarité internationale ne se résume pas à la défense d'intérêts communs. Elle relève aussi d'un choix de société. Celui de ne pas détourner le regard face aux inégalités et aux injustices. Celui de reconnaître que chaque être humain doit pouvoir vivre dignement et construire son avenir. Renoncer à la solidarité internationale, c'est renoncer à notre humanité.

Depuis près de cinquante ans, AVSF porte une vision de la solidarité fondée sur la coopération, l'écoute, le respect de nos partenaires et l'autonomie. Nous ne cherchons pas à apporter des solutions toutes faites, mais à accompagner les acteurs locaux qui construisent déjà les réponses aux défis qu'ils affrontent. Partout où nous intervenons, nous soutenons les organisations paysannes et d'éleveurs, les coopératives et les collectivités locales afin qu'elles puissent renforcer leurs compétences, défendre leurs intérêts et développer elles-mêmes leurs propres projets de territoire. Notre rôle est de partir de leurs réalités et savoirs, apporter une expertise spécifique lorsqu'elle se révèle pertinente, renforcer leurs compétences, faciliter les échanges entre pairs, ou encore, soutenir le dialogue avec les pouvoirs publics. Notre ambition est simple : permettre à ces organisations de gagner en autonomie et en pouvoir d'agir durablement.

La solidarité ne peut être une variable d'ajustement

Aujourd'hui, nos actions sont fragilisées par des choix budgétaires qui risquent d'affaiblir durablement la capacité d'action de toute une génération d'acteurs de la solidarité.

AVSF est donc pleinement mobilisée aux côtés de Coordination SUD et de nombreuses organisations pour demander l'arrêt en 2027 des nouvelles coupes budgétaires dans l'aide publique au développement. Des ressources financières existent, à travers les recettes issues de la taxe sur les billets d'avion et la taxe sur les transactions financières, créées respectivement en 2006 (TSBA) et 2012 (TTF), qui étaient encore, jusqu'en 2024, affectées à ces politiques de solidarité.

Face à l'ampleur des défis mondiaux, la solidarité ne peut pas devenir une variable d'ajustement budgétaire.

Avec la campagne nationale « Le Fil de notre avenir », les associations de solidarité internationale appellent les citoyennes et citoyens à se mobiliser pour défendre une politique à la hauteur des enjeux de notre temps, et rester eux-mêmes solidaires de nos actions.

La solidarité n'est pas un supplément d'âme. C'est un investissement dans un monde plus juste, plus stable et plus durable. Merci à l'ensemble de nos adhérents, bénévoles, partenaires et tout particulièrement nos donateurs pour leur engagement infaillible qui donne vie à cette solidarité.

Prix Benoît Maria pour l'agroécologie paysanne : et le gagnant de la 3e édition est… l'Association Olouguelemo !

Au Mali, l'association agit avec les communautés pour restaurer les terres et s'adapter au changement climatique. Elle forme les habitants à des techniques de lutte contre l'érosion et encourage le partage des savoirs entre pairs. *« Notre travail s'inscrit pleinement dans l'esprit du Prix Benoît Maria. Nous développons des pratiques agroécologiques qui permettent de faire vivre une agriculture paysanne durable, respectueuse de la biodiversité, du climat, de la santé des personnes et des animaux. Merci beaucoup pour ce prix qui nous permettra d'aller plus loin dans nos activités ».* - Ayouba Kensaye, Président de l'Association Olouguelemo

Rendez-vous sur avsf.org pour connaître les 2 autres lauréats de ce prix !

Créé en 2022 en hommage à notre collègue Benoît Maria, il récompense tous les deux ans des initiatives paysannes innovantes en agroécologie en Afrique et en Amérique latine.

AVSF | SERVICE DONATEUR | 45 BIS AVENUE DE LA BELLE GABRIELLE, 94736 NOGENT SUR MARNE CEDEX 01 43 94 72 36 | DONATEUR@AVSF.ORG **| DIRECTEUR DE PUBLICATION** | HUGUES VERNIER **| RÉDACTRICE EN CHEF** | ALINE ABDERAHMAN **| RÉDACTION** | JULIETTE BARBOU, MARGAUX LELOROUX **| IMPRESSION** | CENTR'IMPRIM - 3 RUE DENIS PAPIN ZI LA MOLIERE - 36100 ISOUDUN **| COMMISSION PARITAIRE** | 0923 H 86626 | ISSN 1148 - 4357 | CCP 6200 M - LYON